



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement des Pays-de-la-Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2025-0329 du 06 NOV. 2025

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société NOURI'VRAI à Piacé – Usine de fabrication d'aliments pour animaux
Mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10-4620 du 20 août 2010 autorisant la société HUTTEPAIN BOUX à poursuivre l'exploitation d'installations de fabrication d'aliments pour animaux au lieu-dit « Moulin de Vaugoust » à Piacé ;

Vu l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé qui dispose :

« Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés ou isolés du milieu naturel. » ;

Vu le courrier préfectoral du 3 février 2017 actant l'actualisation de la situation administrative de la société HUTTEPAIN BOUX à Piacé, à la suite de l'évolution des rubriques de la nomenclature des installations classées, notamment sous les rubriques 3642 et 4718 ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 25 mars 2020 à la société SAS RICHARD succédant à la société HUTTEPAIN BOUX pour l'exploitation des installations classées à Piacé ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 03 novembre 2025 à la société Nouri'Vrai succédant à la société SAS RICHARD pour l'exploitation des installations classées à Piacé ;

Vu le rapport de visite de l'inspection des installations classées en date du 14 octobre 2025 transmis à l'exploitant par courrier de la même date, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 02 octobre 2025, sur le site de la société NOURI'VRAI à Piacé, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté l'absence de dispositifs de confinement des eaux incendie ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NOURI'VRAI de respecter les prescriptions dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté de mise en demeure a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier en date du 14 octobre 2025 et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans les délais impartis ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 : La société NOURI'VRAI, dont le siège social est lieu-dit « Le Moulin Barbier » 72310 Bessur-Braye, exploitant des installations de fabrication d'aliments pour animaux, se situant au lieu-dit « Moulin de Vaugoust » à 72170 Piacé, est mise en demeure de respecter :

- les dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé en définissant une solution de confinement des eaux d'extinction incendie dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté et en procédant aux travaux nécessaires à la mise en œuvre de la solution de confinement dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'Etat dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, le maire de Piacé, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet
La Secrétaire Générale
Christine TORRES